



ALLIANCE FOR FOOD SOVEREIGNTY IN AFRICA

LEVER LE VOILE : L'INFLUENCE DE L'AGRA SUR LES POLITIQUES AGRICOLES DE L'AFRIQUE

1. LE NOUVEL ACCENT MIS PAR L'AGRA SUR L'INFLUENCE DES POLITIQUES

Ces dernières années, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) s'est détournée du travail direct sur le terrain avec les agriculteurs pour exercer une influence sur la politique gouvernementale. Cette réorientation fait suite à [une évaluation critique réalisée en 2022 à la demande des donateurs](#), qui a montré que l'AGRA était loin d'avoir atteint ses objectifs, à savoir doubler la productivité et les revenus des agriculteurs et réduire de moitié l'insécurité alimentaire, en raison de sa promotion étroite de quelques cultures de base alimentées par des engrais synthétiques. Cette évaluation a reconnu l'efficacité de l'AGRA pour ce qui est d'influencer les politiques gouvernementales, et c'est ce sur quoi l'organisation financée par la fondation Gates se concentre désormais.

L'AGRA affirme aujourd'hui que pour atteindre les objectifs de transformation agricole, l'Afrique a besoin de politiques, d'institutions et d'un leadership forts. Pour ce faire, l'AGRA fait un effort concerté pour placer des consultants externes dans les bureaux des gouvernements africains chargés de diriger ou de soutenir les initiatives de développement politique. Le soutien de l'AGRA tend souvent à créer un environnement politique propice à l'adoption accrue de semences hybrides et génétiquement modifiées (GM), à l'utilisation accrue d'engrais chimiques et à une plus grande implication du secteur privé dans l'agriculture. Si les gouvernements africains se félicitent de l'aide de l'AGRA, des inquiétudes se sont fait jour quant au potentiel de l'organisation à exercer une influence coercitive et induite, sapant ainsi les initiatives politiques locales. Alors que la Fondation Gates- principal bailleur de fonds de l'AGRA- affirme fièrement qu'elle ne fait pas de lobbying, le rôle de l'AGRA est encore plus insidieux : elle élabore directement des politiques aux niveaux continental, national et local.

2. ENQUÊTE DE L'AFSA SUR LA NATURE DES INTERVENTIONS POLITIQUES DE L'AGRA

L'AFSA a commandé une étude d'investigation pour déterminer l'étendue de l'influence de l'AGRA et identifier les cas où elle a pu dépasser les limites éthiques, en particulier dans des domaines politiques clés où les actions de l'AGRA pourraient être interprétées comme

antidémocratiques ou coercitives. Grâce à des études de cas menées par des chercheurs et des journalistes locaux, cette enquête vise à faire la lumière sur l'implication de l'AGRA dans des espaces politiques où son influence a potentiellement compromis les processus démocratiques ou sapé les efforts nationaux et locaux visant à s'éloigner des programmes de la révolution verte qui ont échoué.

Les pays ciblés par cette enquête sont le Kenya et la Zambie. Ces pays ont été témoins de l'implication significative de l'AGRA dans les politiques agricoles, en particulier dans les domaines liés aux priorités d'investissement agricole, aux semences et, indirectement, à l'introduction de semences génétiquement modifiées (GM). Plus récemment, la Zambie a subi l'influence induite de l'AGRA dans l'élaboration d'une nouvelle politique d'investissement agricole décennale, soulignant la nécessité d'un examen minutieux et d'une transparence dans les interactions de l'AGRA avec les gouvernements nationaux.

En identifiant les espaces politiques clés et en impliquant des chercheurs et des journalistes locaux, cette initiative vise à découvrir des cas où l'AGRA, travaillant dans l'ombre, fait avancer son programme de révolution verte et sape les efforts de promotion de l'agroécologie et d'autres approches à faible consommation d'intrants menées par les agriculteurs. Grâce à cette enquête, nous espérons contribuer à un dialogue plus éclairé sur le rôle de l'organisation dans l'élaboration des politiques agricoles en Afrique.

3. PREMIERS RÉSULTATS DES ENQUÊTES EN COURS

Les premiers résultats montrent l'influence croissante de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) sur les politiques agricoles à de multiples niveaux, du local au continental.

Au niveau continental, la participation de l'AGRA aux principales initiatives de l'Union africaine façonne l'avenir de l'agriculture dans toute l'Afrique, en donnant souvent la priorité aux intérêts des entreprises plutôt qu'aux besoins des petits exploitants agricoles dans les forums continentaux. Au niveau national, en Zambie, l'AGRA s'est stratégiquement positionnée au sein d'institutions clés, orientant les politiques vers l'agriculture industrielle tout en détournant un processus politique multipartite en cours destiné à remédier à certains des échecs des programmes antérieurs fondés sur la révolution verte. Dans le comté de Vihiga, au Kenya, l'entrée tardive de l'AGRA dans le processus d'élaboration des politiques locales a suscité des inquiétudes quant à son impact sur les initiatives agroécologiques.

NIVEAU CONTINENTAL : L'INFLUENCE DE L'AGRA SUR LA POLITIQUE AGRICOLE AFRICAINE

L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) a considérablement influencé la politique agricole en Afrique au niveau continental. En s'engageant et en soutenant des initiatives clés telles que les sommets sur le climat, le Sommet africain sur les systèmes alimentaires, le Sommet de l'Union africaine sur les engrais et la santé des sols, et le Processus post-Malabo, l'AGRA a exercé une influence considérable sur l'orientation de l'agriculture africaine.

L'AGRA a récemment participé à l'organisation et au financement du Sommet de l'Union africaine sur les engrais et la santé des sols, qui s'est tenu à Nairobi du 7 au 9 mai 2024 et qui a influencé l'orientation de la politique africaine en matière d'engrais pour les dix prochaines années. L'objectif déclaré- un résultat du sommet de Nairobi- était de tripler l'utilisation d'engrais en dix ans. L'AFSA a participé à l'événement, étant l'une des rares organisations de la société civile à avoir voix au chapitre lors de cet important rassemblement, et l'une des rares organisations à réclamer l'abandon des engrais synthétiques en Afrique, dont l'utilisation excessive rend les sols africains acides et moins fertiles. L'AFSA a plutôt plaidé en faveur d'un financement et d'un soutien aux biofertilisants fabriqués à partir de matériaux locaux.

En outre, l'AGRA a participé activement au processus post-Malabo, une initiative politique clé menée par l'Union africaine (UA), visant à façonner la prochaine décennie de politique agricole en Afrique. Cette participation comprend le financement de réunions cruciales, comme celle qui s'est tenue du 25 au 30 juillet à Lusaka, où l'influence de l'AGRA sur les discussions a été évidente, selon le coordinateur de l'AFSA, Million Belay, qui a assisté à l'événement.

"Tout au long de la réunion de Lusaka, l'influence de ces entités occidentales sur le processus était palpable, éclipsant les voix des agriculteurs africains, de la société civile et des organisations de base", a écrit M. Belay dans [un article pour African Arguments](#).

Ce qui était présenté comme un "processus consultatif multipartite inclusif" rassemblant une diversité de voix africaines s'est avéré être un processus litigieux dirigé par des influences extérieures et des agendas d'entreprises.

Le processus post-Malabo, qui s'appuie sur les engagements pris dans le cadre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et de la Déclaration de Malabo sur les objectifs et les cibles, débouche actuellement sur la Déclaration de Kampala, qui définira les dix prochaines années de politiques agricoles africaines et qui devrait être approuvée en janvier 2025. Toutefois, des inquiétudes ont été soulevées quant à la prédominance de l'AGRA et d'entités similaires dans ce processus. Les critiques affirment que l'accent mis par l'AGRA sur les engrais synthétiques et les programmes menés par les entreprises pourrait nuire aux intérêts des agriculteurs africains et éloigner le paysage politique des politiques et pratiques agricoles durables et inclusives.

"Plusieurs organisations africaines ont demandé que l'agroécologie soit incluse dans la déclaration de Kampala, mais Belay rapporte qu'elles ont été repoussées. "La résistance à ces idées reflète une tendance plus large qui consiste à mettre de côté les connaissances indigènes et les pratiques durables et peu coûteuses au profit de modèles agricoles industriels".

L'exclusion de l'agroécologie, de la souveraineté alimentaire et des systèmes de semences gérés par les agriculteurs des discussions reflète une tendance plus large à la mise à l'écart des connaissances indigènes et des pratiques durables au profit de l'agriculture industrielle.

Le principal défi est l'alignement du programme Post-Malabo sur l'initiative de la Banque africaine de développement (BAD) "Nourrir l'Afrique : Souveraineté alimentaire et résilience" de la Banque africaine de développement (BAD), qui a été critiquée pour promouvoir la monoculture à grande échelle et le contrôle de l'agriculture africaine par les entreprises.

Selon M. Belay, l'alignement de la déclaration de Kampala sur ces pactes risque d'asseoir le contrôle des entreprises sur l'avenir agricole de l'Afrique et de compromettre la souveraineté alimentaire du continent.

Malgré la résistance des agriculteurs et des communautés africaines, l'inclusion de la biotechnologie dans le cadre politique illustre une fois de plus l'influence des entreprises sur le processus post-Malabo. Le projet de déclaration accorde une grande attention aux "technologies émergentes", notamment aux modifications génétiques, que la plupart des gouvernements africains n'autorisent pas à l'heure actuelle. Cela a suscité des inquiétudes quant à l'impact à long terme sur l'avenir agricole de l'Afrique, car on craint que cela n'accroisse la dépendance à l'égard des multinationales pour les semences et d'autres intrants agricoles.

Au niveau régional, l'AGRA a influencé la législation sur les semences et a encouragé l'incorporation des règlements d'harmonisation du commerce des semences du COMESA dans les lois nationales. Le bureau national de l'AGRA en Zambie est situé au siège du COMESA à Lusaka, ce qui lui permet de s'ancrer davantage dans les espaces stratégiques d'élaboration des politiques régionales.

NIVEAU NATIONAL : LE CAS DE LA ZAMBIE

Les opérations de l'AGRA en Zambie reflètent sa stratégie plus large à travers l'Afrique, où elle exerce une influence indue sur les politiques agricoles et alimentaires. Cette influence se caractérise par des pratiques antidémocratiques telles que le détournement des processus politiques, l'infiltration des institutions, l'affaiblissement des initiatives d'agriculture durable telles que l'agroécologie et la mise à l'écart des organisations de souveraineté alimentaire dans les discussions critiques.

L'engagement de l'AGRA dans l'agriculture en Afrique, y compris en Zambie, a entraîné une détérioration de la situation dans les pays ciblés. Dans ses 13 pays cibles, la promotion des semences et des engrais par l'AGRA n'a pas permis de réaliser la révolution promise en matière de productivité, ce qui a eu pour effet d'accroître les privations. L'effondrement du système alimentaire zambien, mis en évidence dans [un rapport récent](#) du Centre africain pour la biodiversité (ACB), résulte directement de cette ingérence néfaste.

L'influence indue de l'AGRA sur les politiques

L'AGRA influence les processus d'élaboration des politiques en fournissant des ressources financières pour engager des consultants, en finançant des organisations locales alignées sur son programme et en promouvant des politiques gouvernementales qui soutiennent son action en faveur de l'agriculture commerciale. En Zambie, l'AGRA collabore avec des institutions clés telles que le ministère de l'Agriculture, l'Institut zambien de recherche

agricole (ZARI) et l'Institut de contrôle et de certification des semences (SCCI), afin de façonner les politiques agricoles du pays. Le directeur national de l'AGRA pour la Zambie a décrit le rôle de l'organisation comme s'apparentant à l'unité de gestion des programmes (UGP) du gouvernement, définissant les priorités identifiées dans la stratégie quinquennale du pays.

Élaboration du plan national d'investissement dans l'agriculture (NAIP II)

Depuis 2021, la Zambie élabore son deuxième plan national d'investissement dans l'agriculture (NAIP II), un cadre quinquennal pour le développement agricole. Au départ, le processus du NAIP II a été considéré comme démocratique et inclusif, car il a impliqué un large éventail de parties prenantes dans l'évaluation du NAIP-I. Cependant, le processus a changé lorsqu'un cadre d'investissement différent a été introduit, élaboré avec la contribution de consultants parrainés par la FAO et d'un consultant de l'AGRA intégré au ministère de l'agriculture, selon un [rapport détaillé publié dans The Elephant](#).

Le PNIA II comprenait initialement des propositions qui s'éloignaient de ce que les parties prenantes considéraient comme des échecs de l'approche précédente de la révolution verte, sur la base des recommandations d'une évaluation de la stratégie précédente. Selon une soumission formelle au processus par l'Alliance zambienne pour l'agroécologie et la biodiversité (ZAAB), "des neuf recommandations formulées dans le cadre de l'examen du NAIP I, deux ressortent et auraient dû être prises en compte dans la formulation du programme d'action contre le changement climatique. La première concerne la nécessité de s'appuyer sur les composantes du NAIP qui ont donné de bons résultats (par exemple, l'élevage, la pêche et la nutrition). L'examen a recommandé l'intensification et l'élargissement de ces composantes, parmi d'autres interventions".

"En outre, le petit élevage et l'aquaculture sont considérés comme stratégiques pour la diversification des petits exploitants et offrent une meilleure résilience aux moyens de subsistance des petits exploitants pendant les périodes de sécheresse, notamment en raison du changement climatique. Ces programmes sont considérés comme essentiels pour la promotion de la sécurité alimentaire, des revenus et de la nutrition des ménages, ainsi que pour la promotion de l'égalité et de l'autonomisation des femmes. Une autre recommandation importante concerne la conception du PNIA de deuxième génération afin de renforcer l'appropriation communautaire en garantissant la participation de la communauté à chaque étape", selon la soumission du ZAAB.

Les parties prenantes ne savent pas très bien si ces recommandations ont été activement prises en compte lors des phases initiales du développement du NAIP II, mais l'AGRA et les consultants engagés par la FAO ont remplacé le NAIP II par le Programme d'appui à la transformation globale de l'agriculture (CATSP) sans préavis ni consultation. Malgré la mention de la diversification agricole, le nouveau cadre politique a marqué un changement vers une gamme étroite de chaînes de valeur commerciales, telles que le maïs, le blé et le soja, alignées sur le modèle de la révolution verte. Cette approche donne la priorité à l'implication du secteur privé et à l'agriculture commerciale, au détriment de la souveraineté alimentaire et d'approches plus diversifiées et plus favorables aux petits exploitants. Lors

d'une table ronde sur le CATSP organisée par l'Association économique de Zambie (EAZ) le 13th mai 2023, le secrétaire permanent du ministère de l'Agriculture de l'époque - M. Green Mbozi- a indiqué que ce ne serait pas une mauvaise chose "si les petits exploitants inefficaces cessaient de cultiver" et ouvraient la voie aux agriculteurs commerciaux "efficaces" pour produire, avec pour résultats attendus une réduction des prix des denrées alimentaires, un meilleur accès à des ressources génétiques améliorées et une sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Un consultant de l'AGRA au sein du ministère de l'Agriculture s'est fortement impliqué dans la rédaction et la promotion du CATSP. Le ZAAB a indiqué que le consultant était la seule personne capable de présenter et d'expliquer le nouveau programme lors des réunions de validation ultérieures.

Critiques et réactions à l'égard du CATSP

Le CATSP a rencontré une forte opposition de la part des groupes d'agriculteurs et des ONG. Des organisations telles que ZAAB, FIAN Zambia et PELUM ont exprimé leurs inquiétudes quant au processus et à ses résultats :

- **Un processus défectueux** : L'élaboration du CATSP a été critiquée comme étant descendante et exclusive, marginalisant les principales parties prenantes et les approches alternatives.
- **Promotion des chaînes de valeur industrialisées** : La politique a favorisé une approche industrielle plutôt qu'une approche plus holistique des systèmes alimentaires qui soutient les systèmes alimentaires informels et diversifiés.
- **Négligence à l'égard des petits exploitants agricoles** : Le CATSP n'aborde pas les questions essentielles pour les petits exploitants agricoles, telles que la perte de biodiversité, la dégradation de l'environnement et la santé des sols.
- **Réorientation des financements publics** : Les fonds publics sont réorientés pour subventionner les chaînes de valeur des produits d'exportation, facilitant ainsi la financiarisation des entreprises et la numérisation des systèmes alimentaires de la Zambie.
- **Renversement des progrès contre les OGM** : Le CATSP renverse les progrès de la Zambie contre les OGM en démantelant son cadre rigoureux de biosécurité, ouvrant ainsi la porte aux cultures génétiquement modifiées.
- **Régime de propriété intellectuelle** : Le régime de la propriété intellectuelle est en train d'être réorganisé pour favoriser les entreprises agroalimentaires, notamment en faisant pression pour adhérer à la convention UPOV91 sur les droits des sélectionneurs de plantes, ce qui sape les efforts nationaux visant à promouvoir les systèmes de semences gérés par les agriculteurs.

"La révolution verte est un mirage ; c'est une colonisation déguisée qui encourage le capitalisme du Nord à continuer de contrôler nos systèmes alimentaires, notre environnement, notre bien-être et nos moyens de subsistance", a déclaré aux enquêteurs

Sarah Haloba, de la Fondation zambienne pour la gouvernance, membre du ZAAB. Elle a ajouté : "En tant que Zambiens, nous n'avons pas réussi à prendre des décisions concernant l'agriculture parce que nous sommes tenus par les ficelles de ceux qui contrôlent nos systèmes alimentaires".

Vladimir Chilinya, de l'organisation paysanne FIAN Zambia, s'est montré particulièrement préoccupé par la promotion, par le nouveau programme, de projets d'agriculture industrielle à grande échelle, de blocs agricoles préconisés par la Banque africaine de développement : "Le modèle de blocs agricoles proposé dans le cadre du CATSP entraînera des expulsions forcées, des déplacements et des accaparements de terres. Cela affectera les petits exploitants qui ne seront plus en mesure de produire de la nourriture pour eux-mêmes. Les blocs agricoles entraîneront également la commercialisation des ressources en eau au détriment des communautés locales qui ont besoin de ces mêmes ressources en eau pour leur usage domestique, l'élevage et l'agriculture."

Le développement du CATSP en Zambie est un exemple clair de la mainmise de l'AGRA sur l'élaboration des politiques agricoles. En intégrant son programme d'agriculture commerciale dans les cadres gouvernementaux, l'AGRA a marginalisé les approches alternatives et plus durables de l'agriculture. Par son positionnement stratégique, son influence financière et son contrôle du processus de consultation, l'AGRA a suscité de vives inquiétudes quant à l'avenir des systèmes agricoles et alimentaires de la Zambie.

"Il faut repenser toute cette idée de révolution verte", a déclaré Eugene Kabilika, membre de ZAAB. La véritable révolution "verte" est la promotion de l'agroécologie qui est sur le point de déclencher la régénération de toutes les formes de vie et des matières qui les soutiennent sur notre planète, ainsi que des énergies renouvelées pour la production durable d'aliments sains pour les personnes, les animaux et toutes les créatures vivantes. Cela sauvera notre maison commune du désastre et de la mort".

NIVEAU LOCAL : LE CAS DU COMTÉ DE VIHIGA, KENYA.

L'influence de l'AGRA est évidente même au niveau local, comme dans le comté de Vihiga au Kenya, où elle a infiltré les efforts déployés par les agriculteurs pour développer des alternatives au modèle de la révolution verte.

Le Kenya, qui accueille le siège de l'AGRA, est dominé par le récit de la révolution verte. À l'instar d'une grande partie de l'Afrique, les systèmes agricoles et alimentaires du pays sont confrontés à des défis importants, notamment la perte de l'agrobiodiversité, la baisse de la fertilité des sols, la faible productivité agricole, la faible diversification agricole, la diversité alimentaire inadéquate, l'utilisation abusive de produits agrochimiques et l'émergence de ravageurs des cultures et des animaux, de maladies et d'espèces invasives. En outre, la dégradation des sols est une préoccupation urgente.

Ces problèmes sont particulièrement graves dans la région occidentale densément peuplée du Kenya, notamment dans le comté de Vihiga, où des années de monoculture de maïs et d'utilisation massive d'engrais chimiques ont dégradé les sols et affaibli le système alimentaire local.

En réponse, la communauté, par l'intermédiaire de l'administration locale nouvellement habilitée par la décentralisation de la politique agricole du Kenya, a cherché à établir un cadre institutionnel pour gérer et promouvoir efficacement les pratiques agroécologiques. Cet effort comprend l'adoption de promoteurs communautaires de l'agroécologie formés à tous les aspects du système agroalimentaire pour diffuser les connaissances aux agriculteurs et aux parties prenantes tout au long des chaînes de valeur.

Les objectifs de cette politique comprennent l'amélioration de la santé des sols, l'amélioration de la qualité des aliments et le contrôle de la propagation des espèces envahissantes sur les terres agricoles, avec des éléments clés axés sur l'agriculture biologique et l'agriculture régénératrice.

Un extrait de la politique agroécologique du comté de Vihiga illustre l'exhaustivité de la planification : *"Il est prudent que cette politique, ainsi que tous les cadres juridiques et institutionnels du comté visant à mettre en place des pratiques agroécologiques appropriées, soient mis en œuvre de manière cohérente. Les garanties juridiques et les interventions stratégiques proposées dans le cadre de la politique doivent être respectées, afin de créer un environnement propice à l'accélération et au soutien de la mise en œuvre de pratiques agroécologiques appropriées pour un système alimentaire durable dans le comté de Vihiga"*.

Après près de deux ans de travail au niveau du comté pour développer ce programme, les parties prenantes craignent maintenant que l'AGRA ne fasse dérailler ce processus avec son apparition soudaine en tant que sponsor du programme.

L'influence de l'AGRA dans le comté de Vihiga

L'entrée non démocratique de l'AGRA dans le processus d'élaboration de la politique agroécologique de Vihiga a alarmé les agriculteurs locaux et les partisans de l'agroécologie, qui craignent une dilution ou un déraillement de leurs efforts. Bien qu'elle ait rejoint le processus tardivement, l'AGRA a réussi à influencer les principaux responsables du comté en finançant et en soutenant des initiatives de renforcement des capacités.

Ferdinand Wafula, de Bio Gardening Innovations (BIOGI), l'un des principaux moteurs des efforts en matière d'agroécologie dans la région, s'est étonné de l'implication soudaine de FOLU, une organisation affiliée à l'AGRA, qui n'a été reconnue comme partie prenante qu'aux derniers stades de l'élaboration de la politique.

"Lors de notre dernière réunion technique préparatoire à la participation du public à cette politique, nous avons été surpris de voir le FOLU apparaître comme l'une des parties prenantes reconnues. Cela a surpris bon nombre d'entre nous, car la rumeur veut que le FOLU ait financé et soutenu le renforcement des capacités des hauts fonctionnaires des comtés en matière d'agroécologie", a déclaré M. Wafula.

Il a déclaré avoir remarqué un changement de discours et l'introduction d'une terminologie qui ne faisait pas partie à l'origine de la politique d'agroécologie, que le BIOGI et d'autres partenaires avaient initialement défendue : Nous remarquons l'inclusion de "systèmes agroalimentaires intelligents face au climat" dans les stratégies liées à la production et à la

santé des sols, ce qui soulève des inquiétudes quant à ce que cela implique", a déclaré M. Wafula aux enquêteurs.

Un haut fonctionnaire impliqué dans l'élaboration de la politique agroécologique du comté de Vihiga a déclaré que le gouvernement local soutenait l'agriculture régénératrice qui intègre la santé des sols et la qualité des aliments. "Avec l'agroécologie, nous intégrerons l'agroforesterie, la culture des champignons, l'agriculture à étages et les activités intelligentes sur le plan climatique", a-t-il déclaré, reprenant la terminologie de l'AGRA.

L'AGRA utilise souvent des termes tels que "agriculture intelligente face au climat" pour masquer son soutien aux engrais chimiques et aux OGM. Cela lui permet de donner l'impression de soutenir des pratiques durables tout en continuant à promouvoir des méthodes agricoles à haut niveau d'intrants qui ne correspondent pas aux principes d'une véritable agroécologie. Les plans précédents ne comportaient pas de tels termes.

Cette évolution a suscité le scepticisme des autres parties prenantes quant à l'engagement du comté en faveur de l'agroécologie.

L'influence financière de l'AGRA

L'AGRA a tiré parti de ses ressources financières pour influencer le processus d'élaboration de la politique agroécologique de Vihiga, reléguant au second plan les initiatives locales. Interrogé sur l'entrée tardive de l'AGRA, un fonctionnaire du comté a reconnu que l'AGRA, comme d'autres partenaires (par exemple PELUM Kenya, Bioversity International et Seed Savers Network-Kenya), soutenait la politique en facilitant les ateliers et les initiatives de renforcement des capacités pour le personnel du comté. L'AGRA a également financé des réunions avec les membres de l'assemblée du comté (MCA) et s'appropriait à imprimer du matériel publicitaire pour la phase de participation du public.

D'autres informateurs se sont dits préoccupés par le fait que l'implication de l'AGRA dans les politiques d'agroécologie compromet la transition vers des systèmes agricoles plus durables et délégitime le processus d'élaboration des politiques aux yeux des véritables partisans de l'agroécologie.

"Bien que je n'aie pas encore vu de contribution technique de la part de l'AGRA, nous craignons que l'AGRA n'influence ultérieurement la stratégie de mise en œuvre. C'est à partir de là que nous craignons une dilution de la politique. C'est à ce stade qu'ils introduiront leurs intérêts", a déclaré un informateur. Il a ajouté : "Nous ne pouvons pas faire confiance à l'AGRA, l'agent de l'agriculture industrielle, pour conduire l'agenda de l'agroécologie."

Les organisations de la société civile favorables à l'agroécologie plaident en faveur de la protection des futurs processus d'élaboration des politiques agroécologiques contre la cooptation par les intérêts de la révolution verte. Wafula, de BIOGI, a souligné la nécessité d'un financement sûr pour empêcher que ces processus ne soient détournés : "Celui qui paie le joueur de flûte appelle la musique", a déclaré M. Wafula. "Il est nécessaire de protéger les développements politiques en matière d'agroécologie en garantissant un financement suffisant pour le processus. Nous devons clôturer le processus en fixant les règles d'engagement dès le début des futurs efforts politiques en matière d'agroécologie.

4. CONCLUSION

Les premiers éléments de l'enquête en cours de l'AFSA suggèrent que l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) s'est détournée des interventions sur le terrain pour adopter une approche plus insidieuse qui consiste à influencer en priorité la politique agricole sur tout le continent. Alors que les efforts de l'AGRA peuvent prétendre soutenir le développement agricole, les preuves recueillies dans le cadre de cette enquête révèlent un modèle d'influence induite qui compromet souvent la souveraineté des nations africaines et sape les pratiques agricoles durables.

Les études de cas du Kenya et de la Zambie mettent en évidence l'ampleur de l'implication de l'AGRA dans l'élaboration de politiques qui favorisent l'agriculture industrielle, souvent au détriment des petits exploitants, de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire. Le positionnement stratégique de l'organisation au sein des institutions gouvernementales et son soutien financier aux processus politiques ont soulevé des questions de transparence, notamment en ce qui concerne le manque d'inclusivité et la mise à l'écart d'approches alternatives et plus durables de l'agriculture.

Alors que l'Afrique continue d'élaborer ses politiques agricoles, il est essentiel de veiller à ce que ces processus soient démocratiques, transparents et inclusifs. L'avenir des systèmes alimentaires africains dépend de la capacité de ses gouvernements et de ses populations à résister aux pressions extérieures et à donner la priorité à des politiques qui servent au mieux les intérêts de leurs agriculteurs, de leurs écosystèmes et de leurs communautés. Les conclusions de cette enquête appellent à un examen plus approfondi du rôle de l'AGRA dans l'élaboration des politiques et à une réévaluation de l'influence exercée par des entités extérieures dans la définition de l'avenir agricole de l'Afrique.

"Les empreintes digitales de l'AGRA sont omniprésentes dans les politiques agricoles de l'Afrique", déclare Million Belay de l'AFSA. "Elles représentent une attaque contre la souveraineté alimentaire de l'Afrique".

###

L'enquête de l'AFSA se poursuit. Un rapport plus détaillé sur les résultats est attendu dans les semaines à venir.

A PROPOS DE L'AFSA

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) est une coalition continentale d'organisations de la société civile qui se consacre à la promotion des causes de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie sur le continent africain. Notre alliance comprend diverses entités, notamment des réseaux de producteurs alimentaires africains, des réseaux d'OSC africaines, des organisations de populations autochtones, des organisations confessionnelles, des groupes de femmes et de jeunes, des mouvements de consommateurs et des organisations internationales qui s'alignent sur la mission de l'AFSA.

Actuellement, l'AFSA est un réseau de réseaux comprenant 41 organisations membres activement engagées dans 50 pays africains, ayant un impact sur environ 200 millions de personnes.

Courriel : afsa@afsafrica.org

Web : www.afsafrica.org

X : <https://x.com/Afsafrica>